

# Renouveler la coopération franco-allemande

Inspirés du modèle Airbus-EADS, trop de projets économiques sont restés, depuis vingt-cinq ans, enfermés dans les cercles régaliens. Et beaucoup ont échoué...

PAR CYRIL ROGER-LACAN

**L**e vœu exprimé par le président de la République de renouveler le traité de l'Élysée est l'occasion de réfléchir aux moyens d'approfondir la coopération franco-allemande, en résonance avec les aspirations des citoyens et avec l'avenir du projet européen. La convergence des sociétés civiles, qui a préparé, historiquement, le rapprochement politique, et que le traité de l'Élysée visait à renforcer, a besoin d'un nouveau souffle.

Si certaines institutions, tel l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ), s'acquittent bien de leur mission, la coopération se limite, dans de nombreux domaines, au bruit de fond d'échanges de courtoisie, sans donner naissance à des projets structurants. Inspirés du modèle Airbus-EADS, trop de projets de coopération économique sont restés, depuis vingt-cinq ans, enfermés dans les cercles régaliens. Et beaucoup ont échoué...

Le temps passant, ces approches laissent de côté des pans de plus en plus larges et innovants de nos économies et de nos sociétés, ceux également où les approches collaboratives peuvent être le plus fertiles et qui sont en résonance avec les sociétés civiles et les territoires.

A rebours de cette approche, nous avons conçu, depuis 2016, avec les gestionnaires de réseaux électriques, un projet qui prend appui sur les logiques décentralisées des nouveaux systèmes énergétiques pour monter un réseau transfrontalier intelligent, en lien avec les nouvelles mobilités. Il réunit autour de cette ambition une grande diversité d'acteurs : start-up et grands groupes, centres de recherche et col-

lectivités locales. Le soutien des deux Etats se combine avec une logique décentralisée, portée notamment par le Land de Sarre et la région Grand-Est. Baptisé Smart Border Initiative (SBI), il entre dans sa phase de mise en œuvre.

Dans beaucoup de domaines, de tels projets seraient possibles. Il en va ainsi de ceux qui visent à accroître la résilience de nos villes et à réduire leur empreinte environnementale, des nouvelles mobilités, de l'intelligence énergétique des bâtiments, de la gestion de nos ressources, des services numériques ou de la santé publique. Ils sont à la croisée des aspirations citoyennes et d'un terreau économique fertile et décentralisé. Ils touchent à des enjeux essentiels pour l'Europe et pourraient être ouverts à d'autres : les approches développées à Hambourg en matière d'utilisation des énergies fatales en zone portuaire (récupération des gaspillages d'énergie) seraient utiles à Marseille, mais celles d'autres ports européens les enrichiraient aussi.

## CONVERGENCES À LONG TERME

Ils s'inscrivent dans une économie collaborative qui est la clé de l'efficacité future de nos services publics, donc d'un modèle européen qui devra, pour combiner solidarité et efficacité, développer des systèmes locaux inclusifs, associant différemment entreprises publiques et privées, et acteurs citoyens. Polarisée depuis dix ans par la macroéconomie financière dans un contexte de crise tendu, la coopération franco-allemande trouverait là un espace de ressourcement, dessinant des convergences à plus long terme.

Pour leur donner corps, une volonté politique, une organisation et des moyens sont nécessaires. En France, le plan d'investissement de 57 milliards d'euros annoncé par le gouvernement comporte des volets ambitieux consacrés à la transition écologique, aux mobilités, à la transition numérique, à la formation. En réservant une part de ces financements à des projets intégrant une dimension franco-allemande, on dégagerait les ressources nécessaires. Tout en densifiant la dimension innovante des projets et la création de valeur collective qui en découlera.

Si des équipes franco-allemandes politiquement soutenues s'y consacraient dans une organisation claire, si des étudiants et chercheurs des deux pays étaient associés aux projets, ouverts à d'autres Européens, l'amitié franco-allemande s'investirait plus fortement dans les domaines où s'invente notre avenir commun. ■



**Cyril Roger-Lacan** est président de l'entreprise franco-allemande Tilia GmbH